



MANIFESTE FONDATEUR DU PS QUEER

1. Qui nous sommes

Nous sommes des personnes queer-féministes lesbiennes, gays, bisexuel-les, non-binaires, trans, sexuellement divergentes, agendre, fluides, asexuelles, ainsi que tout ce qui est à la fois hors et entre ces catégories.

Nous avons pris la décision de nous libérer des structures que la société nous a imposées, et nous voulons renverser non seulement le patriarcat, mais également les structures coloniales ainsi que le capitalisme. Nous sommes des personnes queer de gauche et avons ainsi décidé de devenir membres du PS, car personne n'est libre tant que tout le monde ne l'est pas.

Out of the closet and into the streets : hors du placard et dans la rue, dans les partis et les parlements, car notre voix mérite d'être entendue.

2. Comment nous travaillons

a. Nous sommes intersectionnel-les

La solidarité est au cœur de la pensée socialiste. En pratique, cela signifie concevoir les mouvements de gauches comme un enchevêtrement de luttes politiques les plus diverses et se solidariser avec elles. C'est cette solidarité que nous revendiquons.

b. Nous nous exprimons

Nous voulons utiliser notre accès aux organes du parti et aux institutions pour veiller à ce que la perspective queer ne soit pas négligée, que les réalités et expériences queer soient reconnues et que l'on donne la parole à celles et ceux qui ne l'ont pas autrement. Nous nous asseyons alors à la table lorsqu'il s'agit de thèmes qui concernent les personnes queer – afin que la politique ne se fasse non pas *malgré*, mais bien *avec* nous.

c. Nous formons un réseau

L'engagement du PS en faveur des personnes queer doit être une évidence. Mais il doit être tout aussi évident que la communauté queer défende des valeurs de gauche. La discrimination, l'oppression et les préjugés ne sont pas dus à notre statut de personnes queer, mais aux structures normatives hétérosexuelles et cisgenres de notre société patriarcale et capitaliste. La libération des personnes queer ne peut venir que de la gauche, car aucune autre opinion politique ne place le bien-être de chaque



43 individu de manière aussi conséquente au centre de ses
44 préoccupations. Nous devons en convaincre notre communauté queer
45 et lutter côte à côte pour la liberté de tout-e-s.

46

47 d. Nous sommes partout

48 Être queer n'est pas le propre des grandes villes : les personnes queer sont
49 omniprésentes et c'est pourquoi l'activisme queer doit également exister partout. Nous
50 sommes actifs-ves dans tous les espaces, dans toutes les communautés, à la
51 campagne comme à la montagne. Nous ne voulons pas seulement créer des espaces
52 sécurisants (*safe spaces*), mais faire du monde entier un endroit où tout le monde se
53 sent bien. Nous n'avons pas peur des défis, et notre engagement nous mène partout
54 où il est nécessaire.

55

56 **3. Ce que nous voulons**

57

58 a. Droit d'asile

59 Aujourd'hui encore, les relations sexuelles entre personnes de même genre sont
60 punies par la loi dans plus de soixante-dix pays du monde. Pourtant, une orientation
61 sexuelle et/ou une identité de genre s'écartant de la norme cis-hétéro ne sont pas
62 considérées comme un motif pour obtenir l'asile en Suisse.

63 A cela s'ajoute le fait que de nombreux-ses réfugié-es queer n'osent pas faire leur
64 *coming out* dans les centres d'asile en raison du manque de soutien et d'accès aux
65 offres d'asile existantes. Et ces problèmes ne concernent que celles et ceux qui
66 parviennent à entrer en Suisse, car l'asile ne peut être demandé qu'à l'intérieur des
67 frontières suisses.

68 La Suisse a la responsabilité de regarder au-delà de ses frontières et d'utiliser sa
69 situation privilégiée pour atténuer et enfin surmonter les conséquences des inégalités
70 mondiales. C'est pourquoi nous demandons qu'en Suisse :

71

- 72 • être queer soit reconnu comme raison pour l'obtention du droit d'asile et que ce
73 droit soit mis en œuvre ;
- 74 • que la possibilité de déposer des demandes d'asile auprès des ambassades
75 suisses soit à nouveau introduite ;
- 76 • que les perspectives féministes queer soient intégrées dans notre politique
77 étrangère et économique.

78

79 b. Sécurité sociale

80

81 Selon le Transgender Network Switzerland (TGNS), le taux de chômage des
82 personnes trans en Suisse est de 20 %, soit cinq fois plus que la moyenne de la
83 population. Les personnes queer subissent diverses discriminations qui ont pour
84 conséquence qu'elles sont désavantagées sur le marché du travail par rapport à leurs
85 collègues cis/hétérosexuel-les. Nous sommes conscient-es que de nombreuses



86 personnes queer dépendent des assurances sociales, que ce soit pour
87 des raisons de chômage, d'invalidité ou autres. C'est pourquoi
88 l'amélioration des conditions de vie des personnes queer ne peut se
89 faire que par une augmentation des normes sociales minimales.

90 C'est pourquoi nous voulons :

91

- 92 • Que la sécurité sociale et l'AVS offrent la possibilité d'une vie digne sur le plan
93 humain ainsi qu'active sur le plan social.

94

95 c. Famille

96 Le mariage pour toutes et tous était un grand pas, certes tardif, vers plus d'égalité en
97 Suisse. Entre l'émergence de cette revendication et sa réalisation, d'autres modèles
98 de relations et de familles se sont développés et doivent désormais également être
99 mis sur un pied d'égalité sur le plan juridique : des relations polyamoureuses aux
100 familles recomposées en passant par les communautés, les gens ont cherché les
101 formes les plus diverses dans lesquelles ils prennent soin les un-es des autres.
102 Privilégier juridiquement le mariage hétérosexuel est un anachronisme que les forces
103 réactionnaires maintiennent pour réaliser leur vision patriarcale de la société.

104 Le rôle de l'État n'est pas de hiérarchiser les modèles de relations basés sur le
105 consensus, mais de leur offrir à tous une sécurité juridique et des possibilités égales.

106 C'est pourquoi le PS Queer demande :

107

- 108 • A court terme : l'égalité totale entre le mariage homosexuel et le mariage
109 hétérosexuel, en particulier dans le domaine de la procréation médicalement
110 assistée ;
- 111 • A moyen terme : la possibilité de sécuriser juridiquement divers modèles de
112 relations et de familles ;
- 113 • A long terme : l'abolition du mariage ;
- 114 • A moyen terme : l'abolition de la mention officielle du genre.

115

116 d. Formation

117

118 Nous passons une grande partie de notre jeunesse et au-delà dans des
119 établissements d'enseignement. Souvent, les institutions ne parviennent cependant
120 pas à protéger les personnes queer contre le harcèlement et la violence, ni à
121 reconnaître de manière adéquate la diversité des genres et des orientations sexuelles.
122 De plus, le harcèlement peut également provenir du personnel des établissements
123 d'enseignement. Au cœur du problème se trouve la conception fondamentalement
124 autoritaire de notre système scolaire. Ce système reflète et exerce des rapports de
125 pouvoir et de discrimination qui sont en jeu dans la société dans son ensemble. Il n'est
126 possible de dépasser cela qu'en modifiant fondamentalement notre système
127 d'éducation et de formation. Concrètement, nous avons besoin d'institutions
128 éducatives qui placent l'être humain et ses besoins au centre de leurs préoccupations



129 et qui offrent aux élèves la possibilité de participer aux décisions. Des
130 écoles où s'épanouit une diversité véritable seraient la meilleure mesure
131 contre les comportements homophobes et transphobes.

132 L'État, en tant que garant de ces institutions, peut et doit les responsabiliser
133 afin que celles-ci fonctionnent au service de toutes et tous. Il est nécessaire par
134 exemple :

- 135
- 136 • Que les écoles s'engagent en faveur de la diversité et le communiquent
137 ouvertement
- 138 • Que l'enseignement (en particulier en biologie et en éducation sexuelle) soit
139 conçu de manière à tenir compte des diverses réalités queer de la vie.
- 140 • Qu'un langage adapté au genre devienne quotidien

141

142 e. Protection

143

144 En tant que groupe marginalisé, les personnes queer sont victimes de violence sous
145 les formes les plus diverses et dans les lieux les plus variés. Cela se passe dans la
146 rue sous forme de violence physique ou dans les thérapies de conversion sous forme
147 de violence psychologique. Mais cela se passe aussi sous des formes moins
148 évidentes et nommables dans la vie quotidienne : dans le cadre de la famille, au travail,
149 à l'école, etc. Qu'il s'agisse d'exclusion sociale, de propos malveillants ou de blagues
150 « bien intentionnées ».

151 En tant que queers, nous sommes cependant conscient-es qu'aucune mesure de
152 protection pénale n'est durable. Dans un État bourgeois, la police et le système pénal
153 sont les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie et sont des institutions
154 fondamentalement réactionnaires. Ils n'hésiteraient jamais à se retourner contre nous.
155 C'est pourquoi une libération queer effective ne peut se faire que par l'abolition de la
156 police, des prisons et du système pénal dans son ensemble. Il faut tenir compte de
157 cette forme particulière d'oppression et prendre des mesures pour nous protéger. C'est
158 pourquoi nous voulons :

- 159
- 160 • Une interdiction au niveau national des thérapies de conversion ;
- 161 • Une offre de soutien généralisée pour les personnes en détresse psychologique
162 ou physique sous forme de maisons d'accueil, de refuges, de centres de conseil
163 et d'accueil, etc. ;
- 164 • Un plan d'action national contre la violence envers les personnes queer ;
- 165 • A long terme, l'abolition des forces de police et des prisons.

166

167 f. Santé

168 Que la santé soit historiquement un thème de la communauté queer ne devrait guère
169 surprendre. Au plus tard depuis la crise du VIH, une grande partie de l'activisme de
170 notre communauté se concentre sur notre santé. Même si, en termes d'ordre de
171 grandeur, cela n'est pas comparable à l'échec conscient et délibéré de l'État lors de la



172 crise du sida, on ne peut s'empêcher de reconnaître aujourd'hui des
173 schémas similaires dans la politique de santé. Les données alarmantes
174 sur la santé psychologique et physique des personnes queer abondent
175 depuis longtemps. On cherche toutefois en vain des mesures politiques
176 coordonnées visant à renforcer la santé psychologique et physique des minorités
177 sexuelles et de genre.

178 A cela s'ajoute le fait que le personnel médical spécialisé n'est ni sensibilisé ni formé
179 pour traiter les patient-es queer.

180 Les caisses d'assurance maladie privées sont également les ennemies des
181 personnes queer, en faisant tout leur possible pour ne pas prendre en charge les coûts
182 de nos traitements. C'est une conséquence logique de leur organisation en tant
183 qu'entreprises privées, qui se consacrent davantage aux profits qu'aux personnes.

184 Parce que nous ne pouvons ni ne voulons plus rester spectateurs et spectatrices plus
185 longtemps, nous demandons :

186

- 187 • Un plan d'action national pour la promotion de la santé mentale des personnes
188 queer ;
- 189 • L'arrêt immédiat des opérations chirurgicales sur les enfants inter nouveau-
190 nés ;
- 191 • La PrEP prise en charge par l'assurance maladie
- 192 • L'introduction d'une caisse maladie nationale unique
- 193 • Un quota annuel minimum de médecins formé-es à la santé queer, notamment
194 dans les domaines de la chirurgie et de la santé sexuelle.

195

196 La santé des personnes trans mérite une attention particulière dans ce domaine :

197 Les personnes trans comptent parmi les meilleurs témoins du contrôle que la
198 médecine peut exercer aujourd'hui sur l'autodétermination physique des personnes.
199 Bien que les patient-es soient les expert-es de leur propre santé physique, les
200 médecins leur refusent l'accès aux traitements dont ils ont besoin ou ne les autorisent
201 qu'après des examens inutiles, extensifs et invasifs. En tant que socialistes, nous
202 pensons que l'être humain est libre de disposer de son propre corps.

203 C'est pourquoi nous demandons :

204

- 205 • A court terme, la prise en charge des frais de transition à l'étranger ;
- 206 • Accès à la transition médicale sans conditions préalables.

207

208 g. Espace

209

210 La vie queer s'est toujours déroulée en personne. En effet, malgré le développement
211 d'alternatives numériques, les *cruising spots*, les bars, les lieux de rencontre pour les
212 jeunes, etc. restent le cœur de notre communauté. L'augmentation des prix du foncier
213 et de l'immobilier fait que ces espaces deviennent de plus en plus chers ou même
214 disparaissent complètement. Cela prive la communauté de ses moyens d'existence.



215 L'échange personnel avec d'autres personnes queer est une partie
216 cruciale importante du *coming-out*.
217 Notre communauté a besoin d'espace et les organisations qui se créent
218 partout, en particulier, ont besoin de lieux où elles peuvent se rencontrer
219 dans un environnement sûr et inclusif. C'est pourquoi nous voulons :

220

- 221 • Un réseau d'espaces sans consommation dans toute la Suisse ;
- 222 • La nationalisation progressive du parc immobilier ;
- 223 • La location à prix coûtant.

224

225 h. Travail du sexe

226

227 En raison des discriminations existantes dans la vie professionnelle, les personnes
228 queer, et surtout les femmes trans, sont souvent déplacées vers l'économie parallèle
229 – pour beaucoup, cela signifie le travail du sexe. Actuellement, le travail du sexe est
230 réglementé au niveau cantonal, et dans de nombreux cantons, il est sous le contrôle
231 de la police. Les personnes qui pratiquent le travail du sexe ne sont pas protégées par
232 l'État, mais traitées comme un danger. Il convient notamment de souligner que le
233 modèle suédois ne garantit pas une protection adéquate des travailleurs du sexe. La
234 légalisation complète et la réglementation correspondante avec la protection des
235 travailleurs du sexe comme maxime sont la seule voie possible.

236 C'est pourquoi nous demandons :

237

- 238 • Des campagnes régulières contre le VIH et les IST officiellement soutenues ;
- 239 • Une réglementation publique adéquate du travail du sexe.

240